



PREFET DES CÔTES D'ARMOR  
Direction départementale de la protection des  
populations

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Service prévention des risques environnementaux  
N°IC 2004/7857  
MTB

**Le Préfet des Côtes d'Armor**

**Chevalier de la Légion d'honneur**

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 - 1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 février 2012, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2006, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « S.C.E.A. RUEN » pour 2 467 places animales équivalents sur le site "Kermenguy" en Plussulien, ainsi que la mise à jour du plan d'épandage annexé.
- VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « S.C.E.A. PECHARD (Yannick) », l'autorisant à exploiter en PLUSSULIEN au lieu-dit « Plussanhouarn » un élevage porcin de 4 681 places d'animaux équivalents [(soit 76

places maternité (228 PAE), 361 places gestantes-verraterie (1 083 PAE), 1 680 places post-sevrage (336 PAE), 3 016 places engraissement (3 016 PAE), 18 places quarantaine-infirmerie (18 PAE)] et une unité de traitement des lisiers;

VU la demande présentée le 6 octobre 2010 par l'installation classée « S.A.R.L. PECHARD », sise « Plussanhouarn » en PLUSSULIEN, en vue de la restructuration interne et externe par la SARL PECHARD à PLUSSULIEN, de 7 202 places animaux équivalents - sur le site n° 1 "PLUSSANHOARN" : 106 places maternité (318 PAE), 513 places gestantes verraterie (1 539 PAE) 78 places quarantaine (78 PAE), 2 316 places post sevrage (463 PAE), 3 460 places engraissement (3 460 PAE) soit un cheptel de 5 858 places animaux équivalents ;

- sur le site n° 2 "Kermenguy" : 40 places infirmerie (40 PAE), 580 places post sevrage (116 PAE), 1 188 places engraissement (1 188 PAE) soit un cheptel de 1 344 places animaux équivalents, la construction d'une porcherie naissage aux normes bien-être et la mise à jour de la gestion des effluents, en PLUSSULIEN au lieu-dit « Plussanhouarn » (Section ZS n° 36);

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur;

VU les délibérations des conseils municipaux de CANIHUEL (20 juin 2011), CAUREL (17 juin 2011), CORLAY (31 mai 2011), HAUT-CORLAY (20 juin 2011), LANISCAT (10 juin 2011, PLUSSULIEN (8 juin 2011), SAINT-GELVEN (26 mai 2011), SAINT-MAYEUX (7 juin 2011), SAINT-NICOLAS-DU-PELEM (23 mai 2011);

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 16 février 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 2 mars 2012 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, qui ont donné leur accord ;

**CONSIDERANT** que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET ;

**CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de CORLAY, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15 000 UN et le plafond d'épandage est de 90 ha ;

**CONSIDERANT** que les 2 sites d'exploitation de la SARL PECHARD doivent répondre aux exigences de la norme bien-être truies pour début 2013 et sont de type naisseur-engraisseur total ;

**CONSIDERANT** que les pétitionnaires ont opté pour le regroupement de l'atelier naissage sur un seul site d'exploitation, ce qui nécessite la construction d'un nouvel atelier truies ;

**CONSIDERANT** que le projet d'implantation de ce bâtiment a été modifié depuis le passage en enquête, les animaux seront logés dans un nouveau bâtiment qui sera construit en lieu et place d'un bâtiment engraissement déjà existant devenu vétuste qui sera démoli et reconstruit ;

**CONSIDERANT** que le bâtiment sera construit selon des techniques limitant les nuisances : construction avec des matériaux lourds constituant une bonne isolation phonique, emploi de caillebotis intégral limitant le phénomène d'odeurs, limitation des émissions d'odeurs du fait du traitement en place évitant la stagnation du lisier dans d'odeurs, limitation des émissions d'odeurs du fait du traitement en place évitant la stagnation du lisier dans les préfosse ;

**CONSIDERANT** que le site "Kermenguy" sera essentiellement post-sevreur-naisseur, suite à la reprise partielle autorisée par la CDOA Structures du 21 avril 2010, le droit à produire de la SCEA BRINOL ;

**CONSIDERANT** que l'exploitation produira après projet 52 825 UN et 30 755 UP2O5, dont 37 333 UN seront envoyées vers l'unité de traitement biologique existante, et le reste sera épandu sur 200 Ha de Superficie Directive Nitrate ;

**CONSIDERANT** que la charge en azote sera de 141 UN/Ha de Superficie Directive Nitrate et celle en phosphore de 73 UP2O5/Ha. Un accord de déplafonnement a été attribué le 14 décembre 2011 ;

**CONSIDERANT** que le bilan agronomique démontre le respect de l'équilibre phosphore ;

**CONSIDERANT** que les épandages sur céréales devront être effectifs ;

**CONSIDERANT** que les conventions de reprise de refus conformes ont été versées au dossier par le pétitionnaire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

#### **- A R R E T E -**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> -**

1.1. - La SARL PECHARD, ci après dénommé l'éleveur, sise à PLUSSULIEN au lieu dit "Plussanhouarn", est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZS n° 36) et au lieu-dit « Kermenguy » en PLUSSULIEN (section D n° 513) à moins de 100 mètres des tiers les plus proches conformément aux plans et mémoires (annexés à la demande :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 7 202 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit :

- site « Plussanhouarn » : 106 places maternité (318 PAE), 513 places gestante verraterie (1 539 PAE), 78 places quarantaine infirmerie (78 PAE), 3 460 places engraissement (3 460 PAE) et 2 316 places post sevrage (463 PAE) ;

- site « kermenguy » : 580 places post-sevrage ( 116 PAE), 1 188 places engraissement ( 1 188 PAE), 40 places quarantaine (40 PAE)

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 8 280 m3 de lisier (37 333 kg d'azote) sur 11 520 m3 (52 825 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 3 240 m3 (15 792 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

- 1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102 - 1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

## **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :**

### **2.1. - Effectifs :**

#### **2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser :**

- site « Plussanhouarn » : 619 reproducteurs (truiers verrats), 3 460 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2 316 porcelets sevrés de moins de 30 kg.
- Site « Kermenguy » : 1 188 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 580 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

#### **2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 580 reproducteurs (truiers verrats). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique).**

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 14 250 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 14 850 animaux.

#### **2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.**

### **2.2. - Alimentation biphasé :**

#### **2.2.1. - L'alimentation biphasé est mise en place, et sera maintenue.**

#### **2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.**

## **ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

### **3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.**

### **3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :**

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
  - un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
  - un compteur électrique différent de celui de l'élevage.
- 3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).
- 3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.
- 3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	8 280 m <sup>3</sup>	22,68 m <sup>3</sup>
N Global	37 333 kg	102,28 kg
M.E.S.	403 014 kg	1 104,1 kg

\* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

- 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	414 T	1,13 T
N Global	7 467 kg	20,46 kg
M.E.S.	2 2 4 2 0 6 k g	6 14,26 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 5 5 9 m <sup>3</sup>	3 4,27 m <sup>3</sup>
N Global	4 107 kg	11,42 kg
m <sup>3</sup>	84 308 kg	230,9 kg



Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5 817 m <sup>3</sup>	15,94 m <sup>3</sup>
N Global	8 587 kg	23,53 kg
M.E.S.	120 738 kg	330,79 kg

### 3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune

de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'auto-surveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

#### **ARTICLE 4 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.**

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 7 741 m<sup>3</sup>.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 375 m<sup>2</sup>

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 957 m<sup>3</sup>.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 4 000 m<sup>3</sup>.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 525 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

#### **ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.**

5.1. - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

#### **ARTICLE 6 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### **ARTICLE 7 -**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.



Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

#### ARTICLE 8 -

L'éleveur est tenu de déclarer sans délai au service des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 9 - Résorption :

- Biphase : 10 172 UN
- Traitement : 17 172 UN
- Transfert : 7 467 UN

#### ARTICLE 10 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées des 27 novembre 2006 et 20 octobre 2008.

#### ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLUSSULIEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLUSSULIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### ARTICLE 12 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- « — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- « — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée».

### ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLUSSULIEN, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de CANIHUEL, CAUREL, CORLAY, HAUT-CORLAY, LANISCAT, SAINT-GELVEN, SAINT-IGEAUX, SAINT-MAYEUX, SAINT-NICOLAS -DU-PELEM.

SAINT-BRIEUC, le

14 MARS 2012

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Philippe de Gestas-Lespéroux